

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR,
DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET
DE LA FONCTION PUBLIQUE

COMMISSIE VOOR DE
BINNENLANDSE ZAKEN, DE
ALGEMENE ZAKEN EN HET
OPENBAAR AMBT

du

van

MARDI 3 JUILLET 2012

DINSDAG 3 JULI 2012

Matin

Voormiddag

De vergadering wordt geopend om 10.24 uur en voorgezeten door de heer Siegfried Bracke.
La séance est ouverte à 10.24 heures et présidée par M. Siegfried Bracke.

01 Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "l'allocation de bilinguisme pour les membres du cadre administratif et logistique des services de police situés en Communauté germanophone" (n° 11198)

01 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de tweetaligheidstoelage voor de personeelsleden van het administratief en logistiek kader van de politiediensten in de Duitstalige Gemeenschap" (nr. 11198)

01.01 **Katrin Jadin** (MR): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, depuis de nombreuses années, les membres du CALog de la Communauté germanophone réclament que soit reconnu leur bilinguisme allemand-français.

En 2008 déjà, mon collègue, feu le sénateur Collas, interrogeait le ministre de l'Intérieur sur la problématique des allocations de bilinguisme accordées aux membres du cadre administratif et logistique de la police (CALog) situés en Région germanophone. En janvier dernier, j'adressais moi-même une question à la ministre Milquet.

Sur la base de l'arrêté royal (PJPol) du 30 mars 2001 portant sur la position juridique du personnel des services de police, le personnel de police (fonctionnaire de police ou CALog) ayant réussi l'examen Selor ou équivalent se voit attribuer une allocation de bilinguisme. Cette prime est accordée à 100 % du montant réglementaire aux membres du cadre opérationnel des services de police de l'arrondissement d'Eupen en vertu de l'article 11.3.31, § 1, du PJPol qui dit que le membre du personnel qui est affecté à un corps où l'usage d'une autre langue nationale que la sienne est requis ou souhaité, bénéficie de l'allocation mensuelle correspondante.

Pour les CALog des services de police de l'arrondissement d'Eupen par contre, elle est seulement accordée à 25 % du montant réglementaire en vertu de l'article 11.3.33bis PJPol spécifiant que si la connaissance est utile sans être exigée légalement, le membre du personnel CALog bénéficie d'une allocation dont le montant est fixé à 25 %. Les 100 % ne sont attribués aux CALog que si la connaissance d'une autre langue nationale que la sienne est exigée légalement.

Force est de constater qu'on applique le principe "deux poids deux mesures" au sein de la police. Premièrement, on fait une différence entre le policier et le CALog au sein de la même unité et, deuxièmement, on fait également une différence au sein du personnel CALog même, car dans certains corps de police à Bruxelles, des CALog touchent l'allocation de bilinguisme à 100 %.

J'attire encore une fois l'attention sur le fait que, dans la Communauté germanophone, l'exercice d'une fonction au sein de la police requiert un bilinguisme effectif de la part des membres du personnel CALog, étant donné qu'ils accueillent souvent un public ne parlant que la langue française, qu'ils travaillent sur la base de notes de service établies en français, que la correspondance et la communication avec les autorités

nationales et autres ainsi que toutes les formations se font principalement en français.

L'article 11.3.33bis PJPol ne tient donc pas compte des spécificités des services de police, qu'ils soient locaux ou fédéraux, situés sur le territoire de l'arrondissement judiciaire d'Eupen.

Le débat reste d'actualité et aurait des conséquences très réduites au niveau du budget fédéral, étant donné que les allocations des membres du personnel CALog appartenant aux deux zones de police germanophone (la zone Vesdre et la zone Eifel) seraient attribuées par les budgets locaux et que les membres du personnel CALog fédéraux concernés ne sont actuellement qu'une petite dizaine.

Monsieur le secrétaire d'État, à la lumière de ce qui précède, envisagez-vous et vous engagez-vous à régler ce dossier à faible impact budgétaire, dans les meilleurs délais?

01.02 Hendrik Bogaert, secrétaire d'État: Monsieur le président, chère collègue, c'est avec beaucoup d'attention que j'ai pris connaissance de votre question. En effet, je suis particulièrement attentif à la problématique du bilinguisme au sein de la fonction publique fédérale et je souhaite encourager les efforts des agents qui, au sein de cette dernière, font l'effort de parler une deuxième langue nationale.

Toutefois, la problématique que vous soulevez sort du cadre strict de l'allocation de bilinguisme octroyée en application des lois linguistiques. Elle a trait à des dispositions particulières qui sont d'application au sein des services de police. Ces dispositions établissent une différence entre l'allocation octroyée aux policiers et celle octroyée aux membres du cadre administratif et logistique des services de police. Les premiers bénéficient d'une allocation de bilinguisme payée à 100 % lorsqu'ils sont affectés à un corps ou à une unité où l'usage d'une autre langue est requis ou souhaité alors que les seconds ne bénéficient de la même allocation à 100 % que s'ils sont affectés à un corps ou à une unité où l'usage d'une autre langue est exigé légalement.

Si cette connaissance est utile sans être exigée légalement, ils ne perçoivent que 25 % de cette allocation. Afin de pouvoir vous fournir une réponse satisfaisante, j'ai demandé à mes services d'examiner dans quelle mesure les dispositions explicitées ci-dessus pouvaient être adaptées tout en respectant les lois linguistiques.

01.03 Katrin Jadin (MR): Monsieur le secrétaire d'État, je vous remercie.

L'essentiel est justement de revoir cet arrêté pour l'adapter à la réalité. Beaucoup de membres du personnel des deux zones que j'ai citées y sont très attentifs. Je me réjouis donc d'apprendre que vous allez charger vos services de réexaminer ce dossier.

Je vais essayer de vous mettre en contact avec les intéressés, afin qu'ils puissent vous exposer les problèmes auxquels ils sont confrontés et qui ne correspondent peut-être pas entièrement au contenu de l'arrêté royal.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 11259 van mevrouw Slegers en vraag nr. 11263 van mevrouw Warzée worden omgezet in schriftelijke vragen.

02 Question de Mme Katrin Jadin au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "les primes de bilinguisme précédemment accordées aux agents pénitentiaires de la prison de Verviers" (n° 11314)

02 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de tweetaligheidspremies die vroeger werden toegekend aan de penitentiair beambten van de gevangenis te Verviers" (nr. 11314)

02.01 Katrin Jadin (MR): Monsieur le président, monsieur le secrétaire d'État, jusqu'il y a peu, les agents pénitentiaires germanophones de la prison de Verviers touchaient une prime de bilinguisme; elle a été

supprimée faute de base légale.

J'ai interrogé la ministre de la Justice qui m'a répondu "être consciente de cette problématique, mais qu'une modification de la réglementation était de votre ressort et non du sien".

Cette prime de bilinguisme serait amplement justifiée par la pratique journalière de l'établissement pénitentiaire de Verviers et ne représenterait pas un impact budgétaire important puisqu'elle ne concernerait, en l'hypothèse, que cinq ou six agents. Tout d'abord, la prison de Verviers est la seule de son arrondissement, arrondissement qui comporte les neuf communes germanophones; il est donc naturel que les détenus germanophones y soient incarcérés. En outre, de ce que j'en ai appris de la ministre de la Justice, il n'est pas envisagé d'en construire une deuxième en région germanophone ces prochaines années.

Ensuite, depuis l'évacuation de la prison pour des raisons de sécurité, seule l'aile consacrée aux détentions préventives est en activité à Verviers. Dans ce contexte, la priorité des places de cette aile à été accordée au parquet d'Eupen afin que les détentions préventives prononcées par celui-ci se déroulent dans un lieu où plusieurs agents pénitentiaires parlent l'allemand.

Les détenus disposent en effet d'un droit à remplir les documents administratifs liés à leur détention dans leur langue. Si cette condition n'était pas respectée, le vice de procédure pourrait être constaté.

Ainsi, malgré la théorie inscrite dans notre législation, la prison de Verviers est de facto une prison bilingue, qui fait face à la nécessité de disposer d'un personnel bilingue.

Monsieur le secrétaire d'État, envisagez-vous de remédier à cette contradiction présente dans la législation relative à cette prime de bilinguisme, qui tiendrait compte des faits observés sur le terrain, comme je viens de les décrire?

02.02 Hendrik Bogaert, secrétaire d'État: Monsieur le président, madame Jadin, il est exact que la réglementation relative à l'octroi d'allocations pour bilinguisme subordonne notamment cet octroi à l'obligation pour l'agent d'être affecté à un service central ou à un service d'exécution dont l'activité s'étend à tout le pays ou à un service local ou régional dont le ressort d'activités comprend une des communes visées aux articles 5 à 8 des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative.

En résumé, l'octroi de l'allocation n'est admissible que dans la mesure où lesdites lois coordonnées imposent ou autorisent l'emploi d'une seconde langue. Vous conviendrez avec moi que cette condition revêt un caractère de cohérence. Il n'est pas légitime de payer une prime pour utiliser une langue que les lois coordonnées interdisent d'utiliser dans un service déterminé. Modifier ces lois, et en particulier la légitimité d'utiliser telle ou telle langue nationale dans telle ou telle commune, est une tâche extrêmement complexe. On touche là à un domaine particulièrement sensible.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

De **voorzitter**: Vraag nr. 11335 van mevrouw Grosemans wordt uitgesteld.

03 Vraag van de heer Peter Dedecker aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de ICT-ondersteuning uit het rapport van Fed-eView" (nr. 11621)

03 Question de M. Peter Dedecker au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "le soutien des TIC selon le rapport de Fed-eView" (n° 11621)

03.01 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, naar aanleiding van een ander onderwerp, heb ik de recentste studie van Fed-eView, die dateert uit 2009, nog eens ter hand genomen en vergeleken met de eerste studie, uit 2004. Daarbij viel mij op dat er op de meeste vlakken wel vooruitgang geboekt is, zeker vanuit strategisch oogpunt, maar vanuit organisatorisch perspectief moeten wij toch vaststellen dat het in 2009 bij de federale overheidsdiensten slechter gesteld was op het vlak van servicemanagement, categorie O1, en, erger nog, ICT-ondersteuning, categorie O5, in vergelijking met

2004. Nochtans bleek recent uit een Nederlandse studie dat er heel wat tijd en geld verloren gaat door inefficiënt ICT-gebruik. Op dat punt zou een goed georganiseerde ondersteuning voor gebruikers een antwoord kunnen bieden.

De Fed-eViewstudie uit 2009 trekt de volgende conclusie: "Op basis van die resultaten kunnen de verschillende organisaties nu precieze doelstellingen en verbeteringspunten definiëren. Het doel van deze barometer is om te dienen als referentiebasis en om het mogelijk te maken regelmatig de situatie te meten. Toch moeten de metingen niet jaarlijks uitgevoerd worden, gezien de belasting die zij vormen voor de ICT-managers en gezien het feit dat de transformatie van de *back office* een werk van lange adem is. Een dergelijke meting is dus voorzien op middellange termijn."

Mijnheer de staatssecretaris, vandaar heb ik de volgende drie vragen.

Ten eerste, de beschikbaarheid van ICT-ondersteuning voor ICT-gebruikers die daarmee een stap vooruit geholpen zouden kunnen worden, vertoont een negatieve trend volgens de Fed-eViewstudie uit 2009. Heeft die negatieve trend zich doorgezet of is er ondertussen — wij zijn nu toch drie jaar verder — al beterschap?

Ten tweede, welke precieze doelstellingen en verbeteringspunten zijn er op basis van de Fed-eViewstudie uit 2009 gedefinieerd? Welke doelstellingen daarvan zijn ondertussen gerealiseerd?

Ten derde, meer in het algemeen, wanneer mogen wij een update van de Fed-eViewstudie verwachten of wanneer komt de opvolger daarvan?

03.02 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Collega Dedecker, sinds Fed-eView in 2009 is er geen transversaal onderzoek of een bevraging over de verschillende federale overheidsinstellingen gedaan. Elke federale overheidsdienst is bovendien verantwoordelijk voor het eigen ICT-beleid. Het departement Fedict beschikt bijgevolg niet over cijfers omtrent de beschikbaarheid van ICT-ondersteuning bij de verschillende federale overheidsdiensten.

De resultaten voor elke federale overheidsdienst in de Fed-eView-studie zijn aan het management van elke FOD bekendgemaakt. Het komt hun toe te beslissen welke maatregelen zij wensen te nemen om eventuele aandachtspunten te verbeteren. Indien u hierover gegevens wenst, dient de vraag te worden gesteld aan elke bevoegde minister.

Fed-eView wordt op regelmatige basis georganiseerd. Het onderzoek vraagt echter een belangrijke mobilisatie van de ICT-managers. Op korte termijn wordt er gedacht aan nieuwe meting. Dat neemt niet weg dat ik van mening blijf dat er op het vlak van ICT beter en meer geïnvesteerd moet worden in de federale overheidsdiensten. Ik meen dat dat essentieel is om te komen tot een normale modernisering van onze diensten.

03.03 **Peter Dedecker** (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, ik dank u voor uw antwoord.

Ik kan zeker akkoord gaan met uw laatste opmerking ter zake. Het is dan wel belangrijk dat er een zekere centrale opvolging – sturing is misschien een te groot woord – en een centraal zweepje bij te pas te komen om te zorgen voor de nodige vooruitgang. U zegt zelf dat elke FOD autonoom is op het vlak van het IT-beleid, maar als wij de overheid een stap vooruit willen laten zetten in het IT-beleid in zijn geheel, dan moeten wij ervoor zorgen dat zulks in alle FOD's en in alle diensten het geval is.

Het incident is gesloten.
L'incident est clos.

04 **Samengevoegde interpellaties van**

- de heer Ben Weyts tot de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken over "de vermindering van het aantal ambtenaren" (nr. 45)

- de heer Peter Logghe tot de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken over "de vermindering van het aantal ambtenaren" (nr. 48)

04 **Interpellations jointes de**

- **M. Ben Weyts** au secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique sur "la réduction du nombre de fonctionnaires" (n° 45)

- **M. Peter Logghe** au secrétaire d'Etat à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique sur "la réduction du nombre de fonctionnaires" (n° 48)

De **voorzitter**: Omdat de heer Weyts thans aanwezig is in de commissie voor de Herziening van de Grondwet, vervalt zijn interpellatie en blijft enkel de interpellatie van de heer Logghe behouden.

04.01 Peter Logghe (VB): Mijnheer de staatssecretaris, u weet dat het aantal ambtenaren een oud zeer is. In tijden van financiële en economische krapte moet men er misschien voor opteren om het aantal te reduceren, zonder daarmee de dienstverlening aan de burger onderuit te halen. Ambtenaren werken nu eenmaal in de dienstverlenende sector die op de burgers gericht is.

Een paar weken geleden zijn we getuige geweest van een wat surrealistisch toneel of een absurd debat: voor de ene staatssecretaris moet het aantal ambtenaren onmiddellijk beginnen dalen, terwijl een andere staatssecretaris er opeens niet meer zeker van is of het aantal ambtenaren nog wel kan dalen. Wat is het beleid ter zake? Hoeveel ambtenaren telt dit land? Hoe evolueert hun aantal?

Een tijd geleden heb ik cijfergegevens gevraagd aan de minister van Werk, mevrouw De Coninck. Een eerste opmerkelijk gegeven, en dit in tegenstelling tot wat door regeringskringen wordt voorgehouden en tot wat ik zelf dacht, is dat het aantal ambtenaren in België blijft stijgen. In 2008 waren er 997 000 ambtenaren, in 2009 was dat gestegen tot net boven het miljoen en in 2010 zijn het er al 1 017 239. Dit is een stijging met 2 % op twee jaar tijd.

Opmerkelijk is dat de stijging zich vooral voordoet in Franstalig België. Het aandeel van de ambtenaren met woonplaats in het Vlaams Gewest in de totale tewerkstelling in Vlaanderen daalt van 20,7 % in 2008 naar 20,4 % in 2010. Het aandeel van ambtenaren met woonplaats in het Waalse Gewest in de totale Waalse tewerkstelling stijgt in dezelfde periode van 26,6 % naar 27,6 % in 2010. Het aandeel van de Brusselse ambtenaren in de Brusselse tewerkstelling stijgt van 21,4 % naar 23,4 %.

Vlaanderen stelt in verhouding het kleinste aantal ambtenaren te werk, dat weet u. Deze vaststelling blijkt overduidelijk als we het aandeel van de ambtenaren uit de drie Gewesten naast elkaar leggen. Vlaanderen met zijn bevolking van ongeveer 60 % is goed voor een aandeel van ongeveer 55 % van de ambtenaren, met trouwens een licht dalende tendens van 56,5 % naar 54,9 % in 2010. Voor Wallonië blijft dat stijgen van 34,9 % naar 35,6 % in 2010.

Gelet op de cijfers die we van de minister van Werk hebben ontvangen en gelet op de wat tegengestelde signalen die door verschillende staatssecretarissen worden uitgezonden, lijkt het mij aangewezen te interpellieren. Wat wil het beleid? Waar wil deze regering naartoe: minder of meer ambtenaren?

Wat het beschikkend gedeelte betreft, kan ik vrij beknopt zijn.

Er zijn de relatief recente cijfers en er is een groeiende scheeftektrekking tussen Vlaanderen en Franstalig België op dit vlak. Hierover is ook niets in de regeerverklaring opgenomen. In de regeerverklaring van 1 december 2011 wordt onder titel 3.2 *De overheidsdienst in een overheidsbedrijf* letterlijk vermeld: "Het beheer van openbare diensten moet gedynamiseerd worden onder meer door een gezamenlijk beheer om de prestaties te verbeteren en om er de noodzakelijke vaardigheden en kwaliteitsvolle profielen te kunnen blijven aantrekken."

Dat wijst er toch op dat men door een gezamenlijk beheer de kwaliteit wil verhogen en het aantal ambtenaren wil terugdringen. In dezelfde regeerverklaring op pagina 151 wordt onder de titel *Verderzetting van de modernisering van de administratie* vermeld: "De plannen van de personeelsnoden zullen worden versterkt door het beter identificeren van de in- en uitstroom van personeel en toekomstige behoeften". Verder staat: "Rekening houdend met de institutionele akkoorden en met de prioriteiten van de regering, kan een vereenvoudiging, hergroepering of herorganisatie van verschillende structuren binnen de FOD's, POD's en/of parastatale instellingen worden overwogen om naar een grotere coherentie van bepaalde beleidslijnen en naar een meer efficiënte overheid te streven."

Deze drie min of meer cryptische omschrijvingen van de toekomstige taak en omvang van de overheidsinstellingen lijken erop te wijzen dat de federale overheid, in overleg met de Gewesten, wil streven naar een meer efficiënte en dus afgeslankte want meer samenwerkende overheid.

Kan de regering dringend werk maken van een coherent beleidsplan ter zake en eindelijk met voorstellen naar het Parlement komen?

Wil de regering eindelijk duidelijk maken of ze streeft naar een afslanking van het ambtenarenapparaat en/of het beleid wil laten evolueren naar een efficiënt overheidsapparaat?

Zal de regering werk maken van een groeiende scheefftrekking tussen Vlaanderen en Franstalig België op dit vlak? Men kan toch niet langer volhouden dat men een efficiënt en afgeslankt overheidsapparaat nastreeft wanneer tegelijk uit de cijfergegevens blijkt dat het aantal blijft stijgen en dat die stijging volledig op rekening van de Franstaligen moet worden geschreven?

04.02 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer Logghe, ik moet in de eerste plaats de aandacht vestigen op het feit dat mijn antwoord zich beperkt tot de federale overheid. Het is niet mijn bevoegdheid, noch die van dit Parlement, zich uit te spreken over hoe een deelstaatoverheid zich organiseert. Ik stel voor dat u de heer Nollet, de Waalse minister van Ambtenarenzaken, contacteert met uw vraag over de stijging van het aantal ambtenaren in Wallonië.

Ik stel vast dat de besparing op de personeelskredieten deels wordt beïnvloed door beleidsbeslissingen van de regering. Om tegemoet te komen aan bepaalde maatschappelijke problemen, zoals meer investeringen in veiligheid en een betere aanpak van de fiscale en sociale fraude, een adequate organisatie van de Belgische douane en de asielproblematiek, is er nood aan nieuwe mensen. Deze worden zowel binnen als buiten de overheid gezocht. Ik heb dan ook reeds enkele beleidsbeslissingen genomen rond de interne markt. Het is evenwel niet mijn ambitie om een bepaald dalingspercentage vast te leggen tegen 2014.

Ik heb mij nooit vastgepind op een bepaalde stijging of daling omdat er variabelen zijn die in verschillende richtingen werken. Ik zal mij niet uitspreken over wat er in de deelstaten moet gebeuren, maar het is duidelijk dat men in een context van politieke decentralisatie – waar ik uiteraard achter sta – op administratief vlak moet blijven samenwerken. Ik meen dat daarin winst kan worden geboekt. Als men kijkt naar Frankrijk dan kan men vaststellen dat Sarkozy een daling met 160 000 nationale ambtenaren heeft gerealiseerd in zijn beleidsperiode. Op lokaal niveau zijn er echter een half miljoen bijgekomen.

De enige manier om het probleem globaal op te lossen, is volgens mij te werken met de kruispuntbank. Ik verwijs naar het initiatief dat hier ondertussen in het Parlement werd goedgekeurd waarbij men ervoor zorgt dat mensen niet telkens dezelfde informatie moeten verstrekken op lokaal, regionaal of nationaal niveau. Als iemand het heuglijke nieuws heeft van de geboorte van een kindje dan zou de aangifte bij de gemeente via de kruispuntbank automatisch een recht moeten openen op kinderbeijslag bij de federale sociale zekerheid. Dit is nu nog niet het geval, maar via de kruispuntbank zou dit in de toekomst mogelijk moeten worden.

Ik denk dat die samenwerking op administratief vlak noodzakelijk zal zijn om het totaal aantal beheersbaar te maken. Zo niet krijgt men een doorschuifoperatie.

In Frankrijk en Spanje is dat niet gelukt. De heer Weyts, die niet aanwezig is – ik heb daar begrip voor –, heeft in de samenvatting van zijn interpellatie beweerd als zou ik veel willen snijden. Ik heb dat niet gezegd, noch enig cijfer aangekondigd. Dat leek me wijs. Ik vind het niet netjes om mij die woorden in de mond leggen. Het is niet de eerste keer dat collega Weyts dat doet.

Ik heb mij niet vastgepind op een cijfer en doe dat ook vandaag niet. Ik ben echter wel bereid om zoveel mogelijk een context te geven.

04.03 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de staatssecretaris, ik wil toch even reageren. Hoe verdienstelijk uw antwoord ook is, helemaal geruststellend is het niet.

U zegt dat ik mij moet richten tot de Waalse collega wat de stijging van het aantal Waalse ambtenaren betreft. De stijging waarover ik het heb, betreft het aantal ambtenaren met woonplaats in Wallonië. Een aantal mensen daarvan werkt natuurlijk voor de Waalse overheid, maar het is te eenvoudig om mijn opmerking gewoon van tafel te vegen.

Er is een stijgende scheeftekening tussen de beide deelstaten. Dat heeft te maken met het werkgelegenheidsbeleid, maar verklaart de scheeftekening niet volledig.

U zegt dat wij geen dalingspercentage hebben vastgelegd wat het aantal ambtenaren betreft. Ik heb u die woorden ook nooit in de mond gelegd. Ik zeg alleen dat de ene staatssecretaris dit zegt en de andere dat. Op de duur weten wij niet wat het beleid van de overheid in deze zal zijn.

U hebt hier een aantal elementen van antwoord gegeven, onder andere met een verwijzing naar de kruispuntbank en naar uw voornemen om een versterkte administratieve vereenvoudiging te verwezenlijken. Wij houden dat verder in het oog, maar helemaal geruststellend is uw antwoord niet.

Ik heb ook niet voldoende argumenten gehoord om te besluiten dat hier een beleid achter zit, dat men die of die richting uitgaat. Het enige wat u zegt, is dat een en ander in Frankrijk en Spanje niet gelukt is, dat wij het zullen proberen met de kruispuntbank en met een aantal maatregelen om de administratieve vereenvoudiging door te voeren, maar dat wij geen dalingspercentage zullen vastleggen.

Het lijkt me dat u dweilt met de kraan open. Ik zal u met vragen blijven bestoken.

04.04 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Mijnheer Logghe, mijn cijfers gaan over het aantal Franstaligen in de federale administratie. Uw vraag gaat over het aantal ambtenaren dat in een bepaald Gewest woont.

Stel dat het aantal ambtenaren in het Waalse Gewest is gestegen, dan kan het zijn dat meer mensen werk in Namen hebben gevonden waardoor dat aantal stijgt. Dat betekent niet dat het aantal Franstaligen in de federale administratie ook automatisch stijgt.

Ik heb de cijfers gegeven van het aantal Franstaligen en Nederlandstaligen in de federale administraties. Dat is een ander gegeven dan de cijfers inzake domicilie. Misschien hebt u van mijn collega gegevens gekregen over het aantal mensen dat ambtenaar is en in een bepaald Gewest woont. Het kan goed zijn dat de gemeente of het Gewest meer heeft gerekruteerd waardoor het aantal stijgt.

Ook andere factoren zoals tewerkstellingskansen en de lokale arbeidsmarkt kunnen bepalen of men meer geneigd is om bij de overheid te gaan werken.

04.05 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de staatssecretaris, ik wil er geen welles-nietesspelletje van maken. Wij kunnen deze discussie eindeloos voortzetten.

Ik heb de cijfers van de verschillende federale instellingen op het vlak van tewerkstelling en de indeling van de taalrol altijd zeer goed opgevolgd. Ook daar bleek, misschien iets minder uitgesproken, het aantal Franstaligen iets hoger dan eigenlijk zou mogen.

04.06 Staatssecretaris **Hendrik Bogaert**: Het is zeker hoger. Proportioneel, als wij kijken naar de bevolking, is het voor de Franstaligen in het algemeen hoger, maar in Brussel daarentegen is het lager. Ik weet niet of die evolutie in een bepaalde richting gaat. Ik had de indruk dat die vrij stabiel is, maar ik zal het eens nakijken.

04.07 **Peter Logghe** (VB): Ik zie twee tendensen. Ten eerste, het aantal ambtenaren stijgt nog altijd. Ten tweede, er is een scheeftekening, in het eenduidig uitleggen van die cijfers. Die scheeftekening blijft bestaan. Dat leid ik althans af uit de gegevens waarover ik beschik.

De **voorzitter**: Mijnheer Logghe, hebt u geen motie in te dienen?

04.08 **Peter Logghe** (VB): Mijnheer de voorzitter, ik had wel een motie, maar ik vind ze niet meteen. Moet deze onmiddellijk worden ingediend?

De **voorzitter**: Ja, die moet nu worden ingediend.

Wat mij betreft moet het niet, en ik neem aan voor de staatssecretaris ook niet, maar als u een motie indient moet dat nu gebeuren.

Als u ze niet hebt, dan is er geen motie.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

Vraag nr. 12231 van de heer Van Biesen wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Vraag nr. 12644 van mevrouw Jadin zal behandeld worden in de commissie voor de Sociale Zaken. Vraag nr. 12725 van de heer Thiéry wordt omgezet in een schriftelijke vraag.

05 **Vraag van de heer Peter Dedecker aan de staatssecretaris voor Ambtenarenzaken en Modernisering van de Openbare Diensten, toegevoegd aan de minister van Financiën en Duurzame Ontwikkeling, belast met Ambtenarenzaken, over "de adressen Ipv6" (nr. 12771)**

05 **Question de M. Peter Dedecker au secrétaire d'État à la Fonction publique et à la Modernisation des Services publics, adjoint au ministre des Finances et du Développement durable, chargé de la Fonction publique, sur "les adresses Ipv6" (n° 12771)**

05.01 **Peter Dedecker (N-VA):** Mijnheer de voorzitter, mijnheer de staatssecretaris, op de vergadering van de Ministerraad van 22 juni werd het strategisch plan voor de invoering van IPv6 goedgekeurd. Ik kan het belang van het tijdig invoeren daarvan natuurlijk alleen onderschrijven. Het viel mij echter wel op dat de regering het in haar mededeling vooral heeft over het sensibiliseren van de doelgroep en het voorbereiden van de invoering die vijf tot tien jaar in beslag zou nemen, alsook over de invoering van IPv6 bij de federale overheidsdiensten door Fedict.

Over IPv6 wordt al heel lang gesproken, uiteraard niet alleen op technisch niveau maar ook op politiek niveau. De eerste officiële adviezen van de Europese Commissie ter zake dateren van 2002. Het gaat dan om de eerste officiële adviezen, daar ging nog een en ander aan vooraf.

Ondertussen zijn wij echter al zo ver dat de Aziatische adresruimte van IPv4 al meer dan een jaar helemaal op is. Dat betekent dat de nieuwe toestellen in Azië vooral worden aangesloten op IPv6 en geen gebruik meer zullen maken van IPv4, behalve natuurlijk met allerlei trucs zoals *network address translation*. Het komt er natuurlijk op neer dat onze gebruikers van Ipv6, de residentiële klanten of particulieren maar ook de bedrijven, niet meer verbonden kunnen worden met de nieuw aan te sluiten Aziatische toestellen. Daar komt zeg maar een afzetmarkt in gevaar. Het is dus hoog tijd voor actie.

Ik heb hier eerder al vragen over gesteld, ongeveer anderhalf jaar geleden, namelijk op 1 februari 2011, aan uw voorganger, minister Van Quickenborne. Hij stelde toen dat hij Fedict gevraagd had om alle federale administraties ertoe aan te zetten om zo snel mogelijk de compatibiliteit met en de invoering van IPv6 ter harte te nemen. Wij zijn intussen anderhalf jaar verder. Vandaar mijn vraag wat er intussen is gebeurd.

In hoeverre werd bij nieuwe aankopen rekening gehouden met IPv6? Welke onderdelen van welke overheidsdiensten zijn inmiddels reeds compatibel en waar is er nog werk aan de winkel?

05.02 **Staatssecretaris Hendrik Bogaert:** Mijnheer de voorzitter, collega Dedecker, FedMAN, het netwerk tussen de federale overheidsdiensten, is reeds enkele jaren compatibel met Ipv6. Voor elke aangesloten overheidsdienst is er inmiddels een Ipv6-adresblok gereserveerd.

Het huidige datacenter van Fedict ondersteunt het nieuwe Ipv6-protocol nog niet. Ondersteuning is voorzien bij de vernieuwing van het datacenter, vanaf juni 2013. Inmiddels draait Fedict wel reeds enkele Ipv6-toegankelijke websites, zoals *belgium.be*, *fedict.be* en *economie.fgov.be*. Ook de FOD Binnenlandse Zaken en Smalls zijn inmiddels begonnen met het testen van IPv6.

In december maakte Fedict een enquête betreffende de invoering van IPv6 over aan de administraties. Samengevat zijn de portalen van de FOD's en de aangeboden diensten niet compatibel met IPv6. Op het niveau van de administraties zijn de computers wel compatibel, maar zorgen de communicatietools, firewalls en toepassingen voor problemen. Er rijzen vragen inzake veiligheid, performantie en ervaring. Er zijn ook nog problemen op het vlak van de infrastructuur.

Fedict heeft een Ipv6-invoeringsplan in twee fasen opgesteld voor de administraties, namelijk een

voorbereidingsfase tot december 2012 en een implementatiefase tot december 2014. Fedict zal dit plan coördineren.

Voorts is er een IPv6-werkgroep opgericht, samengesteld uit de federale stakeholders. Deze werkgroep heeft een reeks aanbevelingen ontwikkeld ten opzichte van zowel de publieke sector als de telecomsector en de ondernemingen, onder andere dat elke administratie zelf een IPv6 zou moeten opstellen, dat alle websites en webdiensten voor burgers en bedrijven binnen twee jaar ook via IPv6 bereikbaar zouden moeten zijn en dat alle lastenboeken bepalingen zouden moeten bevatten waardoor leveranciers IPv6-compatibele materialen moeten leveren.

Ik zal een circulaire uitvaardigen, waarin ik de administraties zal vragen de aanbevelingen na te leven.

Er dient te worden opgemerkt dat de grote telecomoperatoren in België nog geen IPv6 aan de burger thuis aanbieden. Bestaande IPv4-diensten zullen nog jaren beschikbaar zijn.

Mijn administratie Fedict en ikzelf zijn ons terdege bewust van het belang van IPv6. Wij zijn dan ook voorstander van een geleidelijke en planmatige invoering ervan.

05.03 Peter Dedecker (N-VA): Mijnheer de staatssecretaris, het verwonderde mij dat het huidige datacenter van Fedict niet compatibel is. De meeste, commerciële datacentra zijn immers al een tijdje compatibel. Hoewel de grote telecomoperatoren niet volgen, zijn de meeste commerciële datacentra al een tijdje compatibel. Bij Fedict is er bij mijn weten ter zake toch heel wat deskundigheid en expertise aanwezig, waardoor het mij ten zeerste verbaast dat Fedict er nog niet klaar voor is of dat hij in het datacenter IPv6 nog niet aanbiedt.

U antwoordt ook dat u directieven zal uitvaardigen met de verplichting dat in toekomstige bestekken het materiaal IPv6-compatibel is, wat uiteraard een goede zaak is. Niettemin vraag ik mij af waarom u nu pas een dergelijke maatregel neemt.

Er wordt al vanaf 2002 over compatibiliteit gesproken. Uiteraard kon toen nog niet direct worden vooropgesteld dat op korte termijn de boel helemaal compatibel met IPv6 zou worden gemaakt. Er kon echter in de bestekken wel al met dergelijke compatibiliteit rekening worden gehouden. Wanneer nieuwe apparatuur werd besteld, lijkt het mij logisch dat vanaf 2002 al met de toekomstige invoering van IPv6 rekening werd gehouden, hoewel het nog niet werd gebruikt.

Het verbaast mij dan ook dat er absoluut nog geen rekening mee werd gehouden.

De grootste operatoren bieden ipv6 inderdaad nog niet standaard aan de particulieren aan. Een operator zoals EDPnet biedt het vandaag wel al aan. De meeste operatoren bieden het wel al aan de bedrijven aan. Ik zie de overheid ook als een bedrijfsklant. Zij mag dus ook rekening houden met de compatibiliteit met de bedrijfsklanten van de operatoren, zeker ook in het licht van de ontluikende markten in Azië.

U stelt mij ter zake dus enigszins teleur. Ik had beter verwacht.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

De **voorzitter**: Vraag nr. 11358 van de heer Clerfayt over Optifed wordt ingetrokken. Vraag nr. 12144 van de heer De Clercq over uitzendwerk bij de overheid wordt omgezet in een schriftelijke vraag. Hetzelfde geldt voor vraag nr. 11914 van de heer Arens over de berekening van de geldelijke anciënniteit van gevangenisverpleegkundigen.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 11.03 uur.

La réunion publique de commission est levée à 11.03 heures.